

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

C'est un honneur et un plaisir pour moi que de prendre aujourd'hui la parole dans ce lieu chargé d'histoire, sur un sujet qui me tient tant à cœur et ce, un siècle après la visite qu'a rendu mon trisaïeul Albert Ier aux Etats Unis d'août à octobre 1913.

Bien entendu, avoir devant soi un public aussi éminent ne facilite pas les choses. Mais, comme toute aventure, celle que j'accomplis en vous parlant de l'Arctique doit comporter sa part de risque... Un risque d'ailleurs très relatif, puisque les seules figures hostiles que j'ai croisées ici sont celles d'animaux naturalisés !

Je suis donc heureux de pouvoir vous parler d'un sujet qui nous réunit et doit réunir le plus largement possible les bonnes volontés.

L'Arctique, Mesdames et Messieurs, condense en effet l'essentiel des enjeux de notre monde. Enjeux à la fois locaux et globaux, écologiques et humains, économiques et politiques. En Arctique plus qu'ailleurs, les périls se répondent, se nourrissant les uns des autres, les solutions sont complexes, les temporalités contradictoires... Autant de facteurs qui font de l'avenir de l'Arctique un défi majeur de ce siècle.

C'est pourquoi j'ai fait de la préservation de cette région un engagement important, aussi bien par mon action à la tête de l'Etat monégasque que par mes initiatives personnelles.

C'est cet engagement qui m'a poussé dès 2005 à entreprendre une première expédition au Spitzberg. Elle s'inscrivait dans une tradition familiale, puisqu'elle faisait suite à celles conduites par mon arrière-arrière-grand-père le Prince Albert Ier, un siècle plus tôt, dans cet archipel, dans des conditions bien sûr nettement plus difficiles.

Je me suis ensuite rendu en 2006 au Pole Nord. J'avoue que ce voyage fut l'une des raisons qui m'ont incité à créer la même année une fondation dédiée à l'environnement, dont l'action en Arctique est l'un des axes importants.

Depuis 2006, nous nous sommes en effet beaucoup investis là-bas pour des causes variées, de la préservation des ours polaires à la cartographie des points chauds de la biodiversité du Québec nordique, en passant par le soutien à de nombreuses initiatives politiques ou scientifiques dédiées à ces régions.

A la lumière de ces expériences, je partirai donc des faits, ces faits que nous connaissons désormais de manière très précise.

La région arctique, vous le savez, est l'une des principales victimes du réchauffement de l'atmosphère que nous observons depuis quelques dizaines d'années. Si certains, de moins en moins nombreux heureusement, persistent à contester les causes humaines de ce réchauffement, sa réalité est avérée. Il s'agit d'un bouleversement majeur du climat planétaire, dont les conséquences sont bien concrètes.

En Arctique, notamment, la fonte de la banquise est une donnée chaque année plus alarmante. Après le précédent record de 2007, les chiffres de 2012 font apparaître une diminution de la moitié de la banquise d'été. Et les scientifiques s'accordent pour annoncer une disparition totale de cette banquise dans les prochaines décennies, sinon les prochaines années...

Au-delà de son incidence locale sur des écosystèmes précieux et vulnérables, ce réchauffement de l'Arctique est lourd de conséquences pour nous tous.

Les glaces de l'Arctique réfléchissent en effet une grande partie de l'énergie solaire qu'elles reçoivent, contribuant ainsi à l'atténuation du réchauffement. Plus largement, cette région joue un rôle déterminant dans la régulation du climat planétaire. La fonte de ces glaces ne peut donc qu'accélérer le réchauffement global de notre Planète...

Ceci est d'autant plus vrai qu'à ces phénomènes directs s'en ajoutent d'autres, plus complexes mais non moins réels, comme la libération d'une quantité importante de gaz à effet de serre actuellement emmagasinée dans les sols gelés des régions arctiques qui contribuera à son tour à accélérer le réchauffement climatique. Outre les conséquences dommageables qu'elle a sur les établissements humains que j'ai pu constater notamment sur les constructions dans les villes du Grand Nord canadien, la fonte déjà engagée du permafrost, en Sibérie notamment, libérera des quantités de méthane, qui viendront elles aussi accentuer le réchauffement global.

Le résultat de ces phénomènes cumulés est bien entendu de fragiliser davantage encore cette région aussi précieuse que précaire. Dans ces zones fortement soumises aux contraintes climatiques, les modifications du climat ont des conséquences particulièrement lourdes.

Des conséquences écologiques, bien entendu, avec des altérations des cycles biologiques, la fragilisation de certaines espèces ou la prolifération de nouvelles, qui viennent mettre en péril les équilibres naturels.

Mais les modifications du climat ont également de grandes conséquences sur les activités humaines dans la région.

Celles-ci concernent tout d'abord les peuples autochtones, ces populations présentes en Arctique depuis des siècles et qui ont bâti cultures et modes de vie sur la réalité glaciale de ces régions hostiles. A l'heure où le climat, et avec lui la faune et la flore de l'Arctique, se trouvent bouleversés, c'est bien souvent tout leur équilibre de vie qui est mis en péril.

D'autant que l'avènement de conditions climatiques moins extrêmes ouvre en Arctique de nombreuses perspectives d'exploitation économique, certes intéressantes pour le développement de ces populations, mais, elles aussi lourdes de menaces pour les équilibres de la région et les peuples qui y vivent.

Il s'agit d'abord de nouvelles routes commerciales, jusque-là bloquées par les glaces, et qui sont désormais de plus en plus ouvertes.

En l'absence de normes contraignantes adaptées, le développement du trafic maritime dans ces régions, en particulier pour le transport d'hydrocarbures, fait peser le risque de catastrophes sans précédent. Nous savons qu'une marée noire dans l'Océan arctique serait particulièrement difficile à gérer, du fait à la fois des conditions météorologiques extrêmes, des effets de la température sur le pétrole et de l'absence de moyens suffisants à proximité... Dans des écosystèmes parmi les plus fragiles du monde, une telle situation causerait à coup sûr des drames irréversibles.

L'exploitation d'énergies fossiles pose des problèmes similaires, sinon plus graves. On estime en effet qu'un tiers des hydrocarbures non encore exploités de la Planète sont aujourd'hui dans le bassin arctique et alentour. Ces gisements, situés qui plus est à une profondeur généralement moins importante que dans d'autres mers du globe, attirent légitimement des convoitises et font peser le risque d'une exploitation qui ne peut s'envisager qu'avec des garanties écologiques sérieuses.

Plus largement, de nombreuses ressources – énergétiques, donc, mais aussi minérales, avec d'importants gisements de terres rares, ou tout simplement halieutiques – sont désormais potentiellement exploitables en Arctique, et suscitent des intérêts qui aujourd'hui sont très peu encadrés.

Il y a là une menace majeure pour toute la région, et, au-delà, pour l'ensemble de notre Planète, dont les équilibres dépendent en grande partie de ces zones si sensibles. Or, les moyens d'action dont nous disposons sont limités.

Ils le sont d'une part du fait de l'exercice légitime de la souveraineté des Etats riverains sur une grande partie de la région. Si l'Arctique, comme je l'ai dit, intéresse l'humanité tout entière, cette dimension globale exceptionnelle ne saurait occulter la réalité d'une zone que se partagent, et se disputent parfois, les puissances riveraines.

Celles-ci sont réunies depuis 1996 dans le Conseil de l'Arctique, où siègent également des représentants des peuples autochtones. Les lacunes de cette institution ont dans le passé souvent été soulevées : son caractère fermé, son manque de pouvoirs contraignants, le rôle secondaire qu'y jouent les peuples autochtones et la timidité de ses décisions ont été soulignés. A l'heure où l'avenir de l'Arctique paraît de plus en plus incertain, je voudrais nuancer ces propos.

Le Conseil de l'Arctique est en effet une institution jeune dont l'histoire reste à écrire. Or, ces dernières années ont vu ce forum évoluer de manière très positive. Une première décision contraignante a été adoptée en 2011, portant précisément sur la mutualisation inter-étatique pour les opérations de recherche et de sauvetage consécutives à d'éventuels accidents navals. Surtout, c'est aujourd'hui le seul cadre adapté pour entretenir le dialogue entre des puissances et des intérêts concurrents.

Cet espace de dialogue doit donc être préservé, avec bien entendu de possibles améliorations. Mais je me réjouis de constater qu'il suscite de plus en plus d'intérêt, comme le prouve la volonté des nouveaux Etats observateurs d'en faire partie. Lorsque des puissances comme la Chine, admise comme observateur cette année, ou l'Union européenne, s'investissent dans un forum, on peut, je pense, s'en féliciter.

Cette implication croissante d'acteurs jusque là peu intéressés par les destinées de l'Arctique ouvre en outre des perspectives pour une meilleure prise en compte de ses enjeux dans les instances multilatérales.

Elle nous permet notamment d'espérer parvenir un jour à l'établissement, à tout le moins, d'un code de bonnes pratiques sur l'Arctique. Celui-ci ne sera bien entendu par un décalque du Traité sur l'Antarctique, qui depuis plus de soixante ans a permis de préserver l'autre Pôle. Les réalités, politiques, géographiques et humaines, sont trop différentes. Mais nous pouvons légitimement espérer l'établissement d'un accord qui permette une régulation durable des activités commerciales et militaires en Arctique, tout en réaffirmant des objectifs scientifiques et écologiques élevés.

En attendant qu'une telle évolution se concrétise, ce qui prendra bien entendu du temps et demandera des efforts, ces difficultés d'une action globale doivent nous inciter à multiplier les actions d'échelle plus modeste.

C'est dans ce sens qu'il nous faut soutenir les nombreuses initiatives de création de parcs nationaux ou de classements locaux aujourd'hui en cours, par exemple au Canada et en Russie . Et c'est dans cet esprit que je milite aussi pour la création d'aires marines protégées.

J'espère que plusieurs de ces aires marines pourront voir le jour en Arctique, en particulier celle du Lancaster Sound pour laquelle ma Fondation soutien l'action du Pew Environnement Trust et de l'initiative boréale canadienne.

J'espère d'ailleurs voir se créer ailleurs d'autres zones de protection, par exemple autour de la Terre François-Joseph, ancienne zone militaire de l'URSS aujourd'hui libérée. C'est en tout cas le sens des échanges que j'ai eus sur le sujet avec le Président Poutine, qui m'a paru ouvert à une initiative en ce sens.

Enfin, et toujours dans le but de favoriser des solutions locales, je veux dire ici l'importance d'aider les peuples autochtones, qui ont de cette région une connaissance indispensable et ont le droit d'y écrire leur avenir.

C'est pourquoi je soutiens depuis plusieurs années l'action de l'University of the Arctic, qui permet d'offrir à ces peuples du grand nord les capacités de rester maîtres de leur destin. Au moment où l'Arctique attire des intérêts économiques nouveaux qu'il s'agit d'encadrer, et où une nouvelle économie verte se met en place, ces peuples doivent avoir accès au progrès et à la liberté.

Mobilisation des instances multilatérales, multiplication des initiatives locales et soutien aux peuples autochtones : telles sont, Mesdames et Messieurs, les pistes qui peuvent nous permettre de préserver durablement l'Arctique en lui permettant de s'adapter à l'évolution du climat, et, avec lui, notre Planète. Car les deux sont indissociables.

Si nous abandonnons l'Arctique, alors nous abandonnerons tout espoir de préserver notre biodiversité et notre cadre de vie. Mais si nous assurons la sauvegarde de l'Arctique, je ne doute pas que ce sera le signe d'une volonté nouvelle : celle d'assurer l'avenir de la Terre.

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Au lendemain de la seconde Guerre mondiale, Sir Winston Churchill évoquait en ces termes l'établissement de la paix dans le monde : « All that is needed is the resolve of hundreds of millions of men and women to do right instead of wrong and to gain as their reward blessing instead of cursing. ».

La tâche qui nous attend est sans doute très vaste, mais je ne crois pas qu'elle soit plus impossible que ne le fut celle qu'il évoquait alors. Comme lui, je fais donc confiance aux millions de nos contemporains pour tracer le chemin de l'espoir et assurer l'avenir de l'Arctique et de la Planète.

C'est le sens de mon engagement de tous les jours, et c'est le sens de ma présence parmi vous aujourd'hui.

Je vous remercie.